



éditorial

La Déclaration de Budapest, adoptée par le Comité du patrimoine mondial à sa 26^e session en juin 2002, a marqué le 30^e anniversaire de la *Convention du patrimoine mondial* et a fixé les objectifs stratégiques pour l'avenir. Autre point fort de cette année : le Congrès international d'experts «Patrimoine mondial 2002 : héritage partagé, responsabilité commune» et ses neuf ateliers associés, organisés en Italie avec le soutien du gouvernement italien du 11 au 16 novembre. Ce Congrès a constitué une tribune d'une semaine pour réfléchir aux aspects techniques importants de la conservation du patrimoine mondial, à leur application dans le passé, ainsi qu'aux orientations futures pour la mise en œuvre de la *Convention*.

Avec plus de 700 experts du monde entier et un taux de participation au-delà de toute attente, ce Congrès a témoigné du très grand intérêt pour préserver le patrimoine naturel et culturel du monde pour les générations à venir.

La conservation du patrimoine mondial est devenue un mouvement planétaire qui fait intervenir des acteurs d'institutions publiques et privées engagées dans la protection de cet héritage. Ce Congrès et son ensemble d'ateliers ont fourni une occasion unique de rassembler ces intervenants pour la première fois depuis trente ans. Des responsables d'administrations locales et nationales, cadres d'entreprises, organisations non gouvernementales, institutions de recherche et médias se sont rencontrés pour discuter de valeurs communes et de différentes méthodes de travail, et échanger leurs avis sur l'avenir de la conservation.

L'un des thèmes centraux des événements de la semaine a été la création et le renforcement de partenariats pour la conservation du patrimoine mondial, afin de développer les ressources techniques, intellectuelles et financières nécessaires à ce patrimoine et accroître la visibilité des actions entreprises à cet égard.

Les acteurs de la conservation du patrimoine sont d'accord : le patrimoine mondial est une priorité. La participation de spécialistes très divers – Fondation Aga Khan, Fondo per l'Ambiente Italiano, Conservation International, ICCROM, ICOMOS, UICN, Fonds mondial pour la nature, nombreuses universités, administrations nationales et locales et autres – témoigne de l'importance du programme du patrimoine mondial pour la communauté concernée. Les fondations bancaires italiennes, le Conseil de l'Europe, des personnalités internationales bien connues, des représentants de médias comme le *National Geographic* et de plusieurs chaînes de télévision ont activement participé aux débats.

Les participants ont convenu que le concept même de patrimoine mondial avait évolué. Pour répondre au défi de la conservation, avec ses besoins qui évoluent et augmentent rapidement, on a déjà recherché des idées neuves et de nouvelles approches. Il faut renforcer nos efforts pour définir le patrimoine d'aujourd'hui et de demain, identifier des méthodes de conservation adaptées. Cela ne peut se faire qu'en créant des réseaux et en renforçant la collaboration avec les partenaires, actuels et nouveaux.

Je voudrais féliciter tous ceux qui ont participé et contribué à organiser cet événement décisif, et en profiter pour transmettre les remerciements du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO au gouvernement italien qui a généreusement soutenu cette importante initiative.

Francesco Bandarin, Directeur du Centre du patrimoine mondial

sommaire

« Le Congrès... et les ateliers qui y ont été associés... ne resteront pas un événement exceptionnel. Je suis personnellement tenté de le voir comme le premier d'une série de forums de la communauté du patrimoine mondial, qui devraient examiner, périodiquement, la situation de la conservation, faciliter les échanges entre partenaires actifs, promouvoir la mise au point de programmes pertinents, et étudier les moyens toujours plus novateurs de soutenir la mission du patrimoine mondial. »

Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, lors de la séance de clôture du Congrès de Venise, 16 novembre 2002

- 1** Editorial - Francesco Bandarin
Directeur du Centre du patrimoine mondial
- 2** Patrimoine mondial 2002: héritage partagé, responsabilité commune
- 3**
- 4** Pour en savoir plus
Qui fait quoi ?
Calendrier
- Encart: Nouveaux partenariats en neufs ateliers
Le patrimoine mondial à l'ère numérique

Patrimoine mondial 2002 : héritage partagé, responsabilité commune

Un Congrès international d'experts, «*Patrimoine mondial 2002 : héritage partagé, responsabilité commune*», organisé par l'UNESCO avec le soutien du gouvernement italien, s'est tenu à Venise, Italie, du 14 au 16 novembre pour marquer le 30^e anniversaire de la *Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel*, l'instrument juridique de l'UNESCO le plus largement ratifié.

Le Congrès international d'experts a été inauguré par Marcio Barbosa, Directeur général adjoint de l'UNESCO, Nicola Bono, sous-Secrétaire d'Etat italien à la Culture, Paolo Costa, Maire de Venise, et Luigino Busatto, Président de la Province de Vénétie.

Wole Soyinka, ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO et Prix Nobel de littérature, a prononcé un discours passionné sur le danger de destruction du patrimoine mondial. Dénonçant l'explosion qui a détruit les bouddhas de la Vallée de Bamiyan en Afghanistan, il a mis en garde contre les «troupes religieuses de choc» qui menacent le Cambodge comme la Yougoslavie et le Moyen-Orient.

Dans le discours qui a suivi, Tamás Féjerdy, Président du Comité du patrimoine mondial, a souligné l'importance de la Déclaration de Budapest de juin 2002 sur le patrimoine mondial qui «fournit le cadre stratégique de partenariats du patrimoine mondial actuels et futurs».

Partenariats du patrimoine mondial

Le thème central de cette célébration de trente ans de conservation et de préservation du patrimoine mondial était «partenariat». Quelque 700 spécialistes internationaux du patrimoine, d'institutions gouvernementales et non gouvernementales, du secteur des entreprises, de la recherche ou de l'université se sont ainsi réunis à la Fondation Cini, sur l'île de San Giorgio à Venise pour faire le bilan de ces trois décennies, promouvoir la *Convention* et encourager le développement

de partenariats ciblés pour la protection et la mise en valeur des sites.

Le Congrès a étudié les partenariats sous tous les aspects : partenariats entre gouvernements, jumelages entre villes, coopération

entre secteur privé et collectivités locales, mécénat international, réseaux de sites du patrimoine mondial, et également partenariats officiels, coordination entre acteurs non gouvernementaux dans l'objectif de subventions en contrepartie.

Mounir Bouchenaki, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour la Culture, a fait remarquer que Venise convenait parfaitement à ces débats car cette ville avait été préservée grâce à la coopération internationale.

Francesco Aloisi de Larderel, Directeur général de la Promotion culturelle et de la Coopération du Ministère italien des Affaires étrangères, a rappelé que la protection du patrimoine culturel est une composante importante de la politique internationale de l'Italie. Quant à Gianfranco Imperatori, Secrétaire général de l'Association Civita, il a souligné le succès de partenariats public-privé dans la gestion par l'Italie de 78 sites publics et de musées à travers les pays.



Wole Soyinka,
Ambassadeur
de bonne
volonté de
l'UNESCO et
Prix Nobel de
littérature

«*Que l'on ne considère cependant pas un instant que les impératifs de préservation du patrimoine du monde ne se limitent qu'aux résultats de l'intelligence et du savoir-faire humains. C'est la nature elle-même qui reste la créatrice originale de son être.*»

Wole Soyinka

Alvise Zorzi, Président de l'Association des Comités privés pour la sauvegarde de Venise, a retracé les réalisations de cette organisation, née lors de la célèbre campagne de l'UNESCO pour sauver la ville des terribles inondations de 1966. Cette source de partenariats public-privé, dans un cadre administratif assuré par l'UNESCO, a permis la restauration de près de 100 monuments et de 1000 œuvres d'art. Les architectes superviseurs dirigent les projets «comme s'ils utilisaient des fonds publics» a indiqué M. Zorzi, «pour garantir que le travail est réalisé selon les normes. Les comités privés sélectionnent les projets qu'ils veulent financer et ils peuvent offrir en retour aux bailleurs de fonds un bon

rapport coût-efficacité, un dégrèvement d'impôt et le prestige de participer à une œuvre d'intérêt public.»

Tim Wirth, Président de la Fondation des Nations Unies, a expliqué le fonctionnement des partenariats de la FNU, rappelant que Ted Turner avait créé cette Fondation y a cinq ans pour faciliter le travail

«*Le travail de la Fondation avec la société civile est comme le levain dans la pâte : on ne le voit pas, mais il fait lever le pain.*»

Giulia Maria Crespi
Présidente du Fondo Ambiente
Italiano

des Nations Unies et que «depuis, la FNU a montré comment les partenariats pouvaient renforcer la *Convention*, et elle a versé 32 millions de dollars EU à des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO.» Il a mis l'accent sur les partenariats pour la conservation de sites naturels comme les Galápagos et des sites de République démocratique du Congo, du Suriname et du Cambodge et a évoqué les efforts en cours pour créer des partenariats pour la conservation en collaboration avec le Fonds mondial pour la nature, Conservation International et d'autres organisations.



Acqua alta - Les hautes eaux ont inondé Venise lors du dernier jour du Congrès



© Luigi Costantini

Vue du hall des
Conférences à la
Fondation Cini

Le Congrès s'est tenu dans l'un des plus fabuleux décors de Venise : la Fondation Cini, sur l'île de San Giorgio Maggiore, séparée de la place Saint-Marc par la lagune. Ce site du X^e siècle est devenu un centre international d'activités culturelles et d'importantes rencontres. Le dernier jour du Congrès, les grandes marées de l'*acqua alta* ont inondé la Fondation ainsi qu'une grande partie de la ville. Cela a rappelé à la communauté internationale les souvenirs de la Campagne «Sauver Venise» lancée par l'UNESCO après les inondations catastrophiques qui ont ravagé la ville en 1966, en montrant une fois de plus que la préservation est un effort permanent.

Les débats ont bien montré l'importance du rôle des partenaires non gouvernementaux pour compléter le financement du Fonds du patrimoine mondial. Tim Whalen, Directeur du Getty Conservation Institute, a insisté sur la nécessité grandissante de compréhension et de coordination entre les organisations non gouvernementales, rappelant que «les acteurs non gouvernementaux sont extrêmement variés, chacun est bon à quelque chose mais personne n'est bon à tout».

Bonnie Burnham, Présidente du World Monuments Fund, a déclaré que «la communauté est plus à même de gérer ses propres affaires que le gouvernement». Quant à Gaballa Ali Gaballa, Professeur d'archéologie à l'Université égyptienne du Caire, il a



Franco Passacantando,
La Banque Mondiale



Princesse Firyal
de Jordanie

demandé l'aide des ONG pour que l'Égypte puisse répondre au double défi de la conservation et de la gestion culturelle.

De nombreux participants ont réfléchi à l'évolution de la définition du patrimoine mondial depuis trente ans, et à la manière dont les responsables de la conservation et de la protection se sont adaptés à ces besoins qui changent.

Marino Folini, Recteur de l'Institut d'Architecture de Venise, a ainsi montré l'évolution de cette notion de préservation du patrimoine – des monuments aux sites historiques, vers les paysages culturels.

Cette approche globale de la culture et de la nature a été soulignée par plusieurs participants. Tom Wirth (FNU) a cité l'exemple des initiatives communes de plusieurs pays visant plusieurs sites, pour préparer des propositions d'inscription au patrimoine mondial, comme c'est le cas pour la Grande Vallée du Rift.

La réunion a étudié l'énorme impact de la *Convention du patrimoine mondial* sur le droit international, en particulier pour parvenir à cette approche globale. Francesco Francioni, Président de la Chaire de Droit international et vice-recteur de l'Université de Sienne, ancien Président du Comité du patrimoine mondial, a fait remarquer que la *Convention* avait anticipé le formidable développement du droit international de l'environnement auquel on assiste depuis vingt ans. Comme il l'a rappelé, «on voit émerger un souci commun de l'humanité pour la biodiversité et les changements climatiques et cela exige une action préventive, aussi bien dans le droit des traités que dans la réglementation générale... En 1972, les ressources non renouvelables étaient uniquement définies comme des choses, comme des richesses minérales, mais nous réalisons aujourd'hui que les ressources vivantes, comme les poissons et l'eau, peuvent s'épuiser. «Il a également insisté sur le principe fondamental de coopération accrue entre les Etats parties qu'il a jugé» particulièrement important, notamment pour éviter les vols, le pillage et le trafic illicite de biens culturels.»

«*Stonehenge est à un tournant, peut-être le plus important de ses 6000 ans d'histoire, grâce à un partenariat entre English Heritage, le National Trust, le Ministère de la Défense, des autorités régionales et locales, et des résidents.*»

Neil Cossons
Président d'English Heritage

Russell Mittermeir, Président de Conservation International (CI), a suggéré d'utiliser davantage les sites groupés ou les propositions d'inscription en série – comme la Côte de la découverte au Brésil – ainsi que les propositions d'inscription transfrontalières, pour protéger et préserver la biodiversité. M. Mittermeir a annoncé que le Global Conservation Fund de CI s'est engagé à verser 100 millions de dollars EU pour la protection de la biodiversité pour les cinq ans à venir, rappelant aux participants qu'il restait encore à trouver des subventions de contrepartie pour créer des fonds-en-dépôt. Il a également annoncé un partenariat du patrimoine mondial sur trois ans par lequel CI s'engage à verser au dollar près jusqu'à 7,5 millions de dollars EU en contrepartie des dons de la FNU pour des projets de protection à long terme de la biodiversité. Il a mentionné le Congrès mondial des Parcs de 2003 et le Congrès mondial des zones sauvages de 2004 comme des événements marquants permettant de mesurer et de présenter les réalisations de ce partenariat.

Bill Eichbaum, vice-Président du Programme des espaces menacés du Fonds mondial pour la nature (WWF), a présenté la stratégie de cette organisation pour la protection de la biodiversité : projets à grande échelle et engagement à long terme d'au moins cinquante ans. Il a déclaré que le programme du patrimoine mondial est un élément essentiel du combat pour renverser la tendance vers la perte de biodiversité.



Timothy Wirth,
Président de la
Fondation des Nations
Unies et **Koichiro
Matsuura,** Directeur
général de l'UNESCO

« Nous n'avons
qu'une faible idée
du potentiel de la
Convention. »

Timothy Wirth



Koichiro Matsuura
et **Paolo Costa,**
Maire de la Ville
de Venise

« Venise ne peut accueillir
que 40 000 visiteurs par
jour mais si ce nombre est
dépasse, cela devient
presque insupportable. Le
tourisme supprime d'autres
activités. S'il devenait la
seule activité, cela détru-
irait la magie de la ville. »

Paolo Costa



William Allen,
National
Geographic et
**Nicholas
Stanley-Price,**
ICCRUM

Russell Train,
World Wildlife
Fund US et
Koichiro Matsuura

« Nous nous servons de la télévision
pour promouvoir le patrimoine
culturel. Certains essaient de vendre
des voitures ou du savon, nous,
nous vendons de la culture. »

Silvia Figueret
Présidente du Département du patrimoine culturel
de la Fondation Mirinho au Brésil

Développement durable pour le patrimoine mondial

Autre question abordée au Congrès, celle du rôle du patrimoine mondial dans le développement, avec Achim Steiner, Directeur général de l'Union mondiale pour la nature, qui présidait une séance consacrée à ce sujet.

Franco Passacantando, Doyen du Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale, a déclaré que les futurs partenariats dépendent de l'équilibre possible entre conservation et développement, de la mesure des retombées économiques et sociales, et du fait que les deux partenaires acceptent les compromis pour obtenir des résultats. Il a suggéré que les organisations commencent par des partenariats informels avant d'en établir d'officiels. Selon lui, «Une approche consultative pourrait aboutir à davantage de partenariats officiels.»

« Malheureusement,
ce que représente le
patrimoine mondial
pour la protection de la
biodiversité est un
secret bien gardé ! »

Russell Mittermeir
Président de Conservation
International

D'autres participants ont donné des exemples de cette approche consultative. Yves Dauge, membre du Sénat français pour la Région Indre-et Loire et Maire de Chinon, a insisté sur l'importance de l'engagement des régions et des villes en faveur du patrimoine mondial, tandis que Lota Melamari, ancien Directeur général des Parcs de Tanzanie, a centré son exposé sur le renforcement du rôle de la communauté dans la gestion des sites du patrimoine, évoquant l'exemple positif du Parc national du Serengeti en Tanzanie.

L'association du développement et du tourisme, autre objectif du patrimoine mondial, a également été au cœur des débats. Les projets de conservation de la Fondation Aga Khan, concernant le monde musulman de Zanzibar à Samarkand, créent ce que Stefano Bianca, directeur du Programme d'appui aux villes historiques de la Fondation, a qualifié de «synergies interactives» entre conservation, réhabilitation et développement. Il a déclaré que la Fondation constituait un ensemble de projets exemplaires impliquant une réutilisation adaptative par les communautés locales – les constructions réhabilitées devenant des symboles de fierté et des sources de ressources économiques bien nécessaires, et le fonctionnement direct au niveau de base permettant aux projets de la Fondation «de faire clairement coïncider les objectifs des projets et les avantages des bénéficiaires».

Corrado Clini, Directeur général du Ministère italien de l'Environnement, a discuté de la manière dont les partenariats entre entreprises et organismes de protection de

l'environnement peuvent améliorer la qualité des destinations touristiques et stimuler en même temps l'économie, notamment lorsqu'ils sont régis par une réglementation appropriée, de bonnes pratiques et des accords volontaires.

Le patrimoine mondial est confronté depuis trente ans à la question de l'aide d'urgence et à la manière dont la communauté internationale s'adapte aux nouveaux problèmes. Michael Petzet, Président du Conseil international des monuments et des sites, a montré comment l'ICOMOS, par une nouvelle initiative – Heritage @ Risk – était véritablement devenu l'Amnesty International des monuments et des sites, en signalant les dangers et risques qui les menacent.

Sensibiliser au patrimoine mondial

La question de «faire passer le message» pour aider à protéger le patrimoine mondial a été traitée par Christina Cameron, Directeur général des sites historiques nationaux,

« Avec toutes ses couches
de civilisation, c'est toute
l'Egypte qui pourrait être
inscrite sur la Liste du
patrimoine mondial
comme paysage culturel ! »

Gaballa Ali Gaballa
Professeur d'Archéologie
à l'Université du Caire

Parcs Canada. Elle a suggéré de mener une campagne de «marketing altruiste» avec publication de la Liste du patrimoine mondial en péril et des coûts de réhabilitation et de conservation impliqués. Cette campagne aurait pour but de convaincre le public des avantages d'investir dans le patrimoine mondial. Comme elle l'a dit, «La conservation du patrimoine mondial contribue à l'économie par le développement régional et les revenus du tourisme, à la protection de la biodiversité, à la recherche scientifique – en tant que laboratoires naturels, servant d'instruments de paix uniques, véritables conservatoires de mémoire pour le patrimoine naturel de notre monde».

Photos: © Luigi Costantini

Countess Setsuko avec
Marianna Vardinoyannis,
Ambassatrice de bonne
volonté de l'UNESCO



Yves Dauge,
Membre du Sénat
français et Maire
de la Ville de
Chinon

José Maria Ballester,
Conseil de l'Europe, **Jaime
Lerner,** Gouverneur de l'Etat
de Paraná au Brésil et
Francesco Bandarin, WHC

« La Déclaration de Budapest de juin 2002
sur le patrimoine mondial fournit le cadre
stratégique de partenariats du patrimoine
mondial actuels et futurs. En actualisant sa
visée stratégique, le Comité du patrimoine
mondial a fait part de son engagement et
exprimé sa volonté de coopérer et de
rechercher l'aide de tous les partenaires
pour servir le patrimoine mondial. »

Tamás Féjerdy
Président du Comité du patrimoine mondial

« Le Consorzio ne se limite pas à faire des
affaires. Nous traitons aussi de culture.
Nous avons de l'expérience, mais aussi
de la passion. Nous sommes émotion-
nellement engagés dans la protection
de Venise. »

Paolo Savona
Président du Consorzio Venezia Nuova



Francesco Bandarin,
Marianna Vardinoyannis et
Countess Setsuko
avec des jeunes lors
de la séance de
clôture du Congrès

Campagne d'affiches
dans le métro parisien

© UNESCO N. Burke

pour en savoir plus

Une **Campagne d'affiches dans le métro parisien**, parrainée par la Ville de Paris et la régie des transports parisiens (RATP), en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial, s'est déroulée du 12 au 18 octobre 2002. Objectif : montrer la diversité des biens protégés par la *Convention du patrimoine mondial*, favoriser les liens entre transports publics et protection de l'environnement urbain, et faire connaître le site Web du Congrès virtuel «Le patrimoine mondial à l'ère numérique»: <http://www.virtualworldheritage.org/>

Un atelier d'experts s'est tenu du 30 septembre au 4 octobre près de la Mer Morte, en Israël, pour établir un cadre conceptuel pour la **Grande vallée du Rift**, favoriser des échanges internationaux et définir un plan d'action. Cet atelier a donné lieu à des communications d'Israël, de Tanzanie, du Kenya, d'Éthiopie et d'Erythrée.

Une évaluation a été menée début novembre sur les dégâts des eaux dans la **Thèbes antique et à Abou Mena**, Égypte. L'eau avait déjà endommagé les temples de Karnak et Louxor, mais le cas d'Abou Mena est encore plus urgent. Les recommandations appellent à un plan d'action avec des solutions politiques, organisationnelles et d'ingénierie.

La **Fondation nordique du patrimoine mondial** a organisé un concours national de photos en novembre, retransmis sur les pages Web du *Verdens Gang*, le journal norvégien le plus diffusé. Cette Fondation – en partenariat avec Star Tour Tema/Fritidsresor, le plus grand voyageur scandinave et le *Verdens Gang* – a publié sur Internet des conseils sur la manière de voyager en respectant la culture et l'environnement. Ces conseils figureront ensuite dans le catalogue annuel du voyageur et sur les enveloppes des billets adressés aux clients qui ont choisi les circuits «culture et nature». <http://interaktiv.vg.no/fotokonk/>

Tamás Féjerdy, Président du Comité du patrimoine mondial, a rencontré le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura et le Sous-Directeur général pour la Culture, Mounir Bouchenaki, à Paris, du 21 au 25 octobre. Au Centre du patrimoine mondial, il a discuté de la 6^e session extraordinaire du Comité avec le Directeur, Francesco Bandarin, et les responsables régionaux.

Qui fait quoi ?

Francesco Bandarin, Directeur du Centre du patrimoine mondial, a participé avec Mechtild Rössler à une réunion d'experts tenue en Israël sur la Vallée du Rift. M. Bandarin et Giovanni Boccardi ont rencontré à Ramallah des responsables des autorités palestiniennes pour appliquer la décision du Comité sur la protection du patrimoine dans les territoires palestiniens. En septembre, M. Bandarin a visité la Saline royale française d'Arc-et-Senans, où il a inauguré le séminaire international «Patrimoine mondial – patrimoines industriels». Il s'est aussi rendu au Japon pour rencontrer des représentants d'institutions engagées dans la mise en œuvre de la *Convention du patrimoine mondial*. **Minja Yang**, Directrice-adjointe du Centre du patrimoine mondial, a représenté l'UNESCO au séminaire «Les défis à venir du tourisme culturel» organisé par l'Organisation mondiale du tourisme le 5 octobre à Saint-Pétersbourg, Russie. Elle y a rencontré les responsables du plan de conservation de la ville qui souhaitent la collaboration technique du Centre du patrimoine mondial pour revoir le projet de plan. **Mechtild Rössler**, Chef de l'Unité Europe, s'est entretenue avec les gestionnaires du site espagnol du patrimoine mondial de l'Alhambra, du Generalife et de l'Albaicin à Grenade, Espagne, à la conférence internationale «A la recherche du jardin perdu – Réflexions sur l'utilisation et la réhabilitation des jardins historiques», du 22 au 24 octobre. Le 14 octobre, à Osnabrück, Allemagne, elle a assisté à une réunion de la Fondation allemande pour l'environnement pour discuter de «L'élargissement des activités internationales de la Fondation allemande pour l'environnement». **Natarajan Ishwaran**, Chef de la section du patrimoine naturel, s'est rendu aux États-Unis du 20 au 28 septembre pour s'entretenir avec l'UNF et l'UNFIP des partenariats en cours et futurs pour la conservation de la biodiversité des sites du patrimoine mondial, et contacter des unités des Nations Unies, des fondations, des ONG et le secteur privé. M. Ishwaran est allé en Indonésie du 6 au 14 septembre pour étudier avec les responsables de l'UNESCO à Jakarta

l'avancement des propositions d'inscription au patrimoine mondial groupées et transfrontalières des forêts tropicales des pays de l'ASEAN. Il a également rencontré des membres de l'administration indonésienne et du Secrétariat de l'ASEAN. M. Ishwaran et **Art Pedersen**, consultant en tourisme et en gestion des visiteurs, ont participé à l'atelier UNESCO-PNUE-OMT destiné aux organisateurs de voyages et intitulé «Utiliser les réseaux de sites du patrimoine mondial pour concevoir des voyages en Indonésie». **Junko Taniguchi**, Spécialiste de programme pour l'Asie, a représenté le Centre du patrimoine mondial lors d'une mission de la Banque mondiale pour évaluer le secteur du patrimoine culturel iranien. Du 16 septembre au 5 octobre, elle a suivi l'établissement de projets de gestion et de développement d'ensemble du Darjeeling Himalayan Railway en Inde. Elle a aussi participé à une mission d'évaluation pour la phase II du projet de la Banque du Japon sur la conservation et l'aménagement d'Ajanta et d'Ellora, dans l'État indien du Maharashtra. En plus de sa mission dans les territoires palestiniens, **Giovanni Boccardi**, Chef de l'Unité arabe du Centre du patrimoine mondial, a discuté avec les autorités algériennes du 20 au 27 septembre des mesures à prendre pour améliorer l'état de conservation de Tipasa (inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril) et de la Casbah d'Alger. Du 22 septembre au 11 octobre, **Ron van Oers**, Consultant en conservation et gestion urbaines, s'est rendu au Chili à une réunion internationale d'experts sur la conservation et la revitalisation de la ville portuaire de Valparaíso, à une mission d'assistance préparatoire sur les sites industriels d'Humberstone et de Santa Laura à Iquique, et à une mission de suivi à l'île de Pâques.

Visite à Shiraz, site sur la Liste
indicative de l'Iran

© UNESCO

Le cœur historique d'Édimbourg ravagé par le feu

Le quartier classé patrimoine mondial de la ville médiévale d'Édimbourg, Royaume-Uni, a été gravement endommagé par un incendie le 7 décembre 2002. Le feu s'est rapidement propagé par les petits passages entre les immeubles et il a fallu lutter pour éteindre le plus grave incendie de l'histoire de la ville. Les autorités locales cherchent une aide financière pour la restauration de ce patrimoine mondial. **Pour plus d'information sur l'incendie et comment envoyer une contribution, veuillez contacter: andrew.homes@edinburgh.gov.uk**

13 au 16 janvier

Réunion commune américano-canadienne sur les rapports périodiques, destinée aux gestionnaires de sites du patrimoine mondial. Los Angeles, États-Unis.
Informations : James_Charleton@nps.gov

20 au 22 janvier

Atelier UNESCO de préparation de rapports périodiques régionaux de synthèse sur les biens naturels et mixtes du patrimoine mondial d'Asie et Pacifique. Hanoï, Viet Nam.

22 janvier

Réunion d'information pour tous les États parties à la Convention. Salle IV. Siège de l'UNESCO, Paris.
Informations : n.dhumal@unesco.org

29 et 30 janvier

Éducation au patrimoine mondial en Alsace. Cours de formation pour enseignants. Strasbourg, France.
Informations: marie-paule.belmas@diplomatie.gouv.fr

1^{er} février

Date limite de réception des rapports sur l'état de conservation, demandes d'assistance internationale et nouvelles propositions d'inscription par les États parties.
Informations: wh-info@unesco.org

4 au 7 février

Réunion thématique d'experts sur le patrimoine urbain en bois des Caraïbes. Georgetown, Guyana.
Informations: r.vanoers@unesco.org

24 au 26 février

Réunion régionale sur le patrimoine asiatique moderne. Chandigarh, Inde.
Informations: r.vanoers@unesco.org

8 au 15 mars

Réunion d'étude des rapports périodiques sur le patrimoine culturel. Iran.
Informations: j.taniguchi@unesco.org

17 au 22 mars

6^e session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial. Siège de l'UNESCO, Paris.
Informations: n.dhumal@unesco.org

29 au 31 mars

Séminaire régional sur la conservation des constructions en terre. Mascate, Oman.
Informations: m.raabe@unesco.org

Patrimoine Mondial

la lettre

Editeur : Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
Fax : +33(0)1 45 68 55 70
<http://whc.unesco.org>
e-mail : wheditor@unesco.org

Rédaction : Barbara Giudice

Coordination : Vesna Vujicic-Lugassy
(e-mail : v.vujicic@unesco.org)

Assistance : Karalyn Schenk

Traduction anglais-français : Sabine de Valence

Conception graphique : Nadia Gibson / Grace Hodeir

Impression : UNESCO
ISSN : 1020-0614

Cette Lettre est disponible sur demande en trois versions :
Imprimée :
écrire au Centre du patrimoine mondial
E-mail :
envoyer le message «subscribe whnews» à
majordomo@world.std.com
Web :
<http://whc.unesco.org/news/index-fr.htm>

Le n° 27 de la Revue du Patrimoine mondial est disponible en français, anglais et espagnol depuis septembre 2002. L'article principal de ce numéro est consacré à la Route de l'esclave et aux sites rappelant le fléau de l'esclavage. Autres articles : les nouveaux sites du patrimoine mondial inscrits à Budapest ; Quseir Amra, palais omeyyade du désert de Jordanie ; Gunung Mulu, Malaisie, la plus importante formation karstique des tropiques ; l'ensemble et les estancias jésuites de Cordoba, Argentine ; et la Vieille ville d'Acre, Israël, avec ses édifices et ses ruines de la période ottomane et des Croisades.

Tenez-vous au courant des questions concernant le patrimoine mondial et contribuez à le préserver en vous abonnant à la Revue du Patrimoine Mondial de l'UNESCO :

Ediciones San Marcos
Alcántara 11, 28006 Madrid, Spain
tél: 34 91 431 43 19 - fax: 34 91 431 65 39
e-mail: suscripciones@ediciones-sanmarcos.com
<http://www.worldheritagereview.org>